

# ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE NOVEMBRE 1962

## 10<sup>e</sup> CIRCONSCRIPTION DE LA SEINE

Citoyennes, Citoyens,

# Yves JOUFFA



Avocat à la Cour — 42 ans  
Ancien dirigeant des Etudiants Socialistes  
Président de l'Association des Anciens Internés  
et Déportés du Camp de Drancy  
Membre de la Commission Exécutive  
de la Fédération de Paris du P.S.U.  
Réfractaire au S.T.O.  
Combattant F.F.I. de Normandie  
Défenseur de nombreux militants politiques

Suppléante :



## Paulette LEGUIEL

Institutrice publique — Syndiquée  
Enseigne depuis huit ans à l'Ecole communale  
de la rue Keller

# vous parle

La 11<sup>e</sup> Section du Parti Socialiste Unifié m'a demandé de présenter ma candidature aux élections des 18 et 25 novembre prochains dans la 10<sup>e</sup> circonscription (Quartiers Roquette et Sainte-Marguerite du 11<sup>e</sup> arrondissement).

Je connais bien votre arrondissement où j'ai passé une grande partie de ma jeunesse. Mon père, ancien ouvrier tailleur, y a été établi pendant plus de trente ans. J'ai fréquenté l'école communale de la rue Trousseau.

En 1936, dès l'âge de 16 ans, au temps du Front Populaire, j'ai commencé à militer aux Jeunesses Socialistes du 11<sup>e</sup>.

Ex-dirigeant des Etudiants Socialistes de Paris, je devais, le 20 août 1941, être arrêté par les autorités allemandes, en même temps que de très nombreux habitants du 11<sup>e</sup> arrondissement, et j'ai passé de longs mois au camp de concentration de Drancy. Mes camarades de détention m'ont fait l'honneur de m'élire Président de leur Fraternelle.

J'ai été réfractaire au S.T.O., puis j'ai combattu dans les Forces Françaises de l'Intérieur, en Normandie.

Après la Libération, j'ai repris le combat politique d'abord dans les rangs du Rassemblement Démocratique et Révolutionnaire puis à la Nouvelle Gauche. Je suis un des fondateurs de l'Union de la Gauche Socialiste qui, après sa fusion avec divers autres organisations, en particulier le Parti Socialiste Autonome et le groupe Tribune du Communisme, a fondé le Parti Socialiste Unifié.

Parallèlement, dans ma vie professionnelle, je me suis efforcé de défendre tous ceux qui luttent pour la liberté. J'ai la fierté d'être l'un des avocats français qui, pendant les années de la guerre d'Algérie, ont traversé la Méditerranée pour aller plaider devant les tribunaux militaires en Algérie, et qui ont ainsi contribué à maintenir des liens d'amitié entre le peuple algérien et le peuple français. Pour les mêmes raisons, j'ai défendu et je continuerai de défendre les Républicains espagnols poursuivis pour leur lutte contre le régime de dictature franquiste.

Le 11<sup>e</sup> arrondissement, arrondissement populaire, peuplé de travailleurs et de petits artisans qui peinent pour vivre et faire vivre leur famille, est un de ceux qui, le 28 octobre dernier, ont donné le plus grand nombre de suffrages « Non » au référendum-plébiscite du Général de Gaulle.

Nous qui n'avons pas attendu 1962 pour dénoncer le caractère bonapartiste de la Constitution de 1958, nous avons le droit de nous tourner vers les électeurs avec confiance, ce que ne peuvent faire les deux candidats du Parti Socialiste S.F.I.O. : le citoyen Léonetti, dont le parti prétendait être « à l'avant-garde de la V<sup>e</sup> République », ni le candidat « radical », le citoyen Delmas qui, après avoir été ménédiste, se présentait à vos suffrages comme gaulliste de gauche en 1958.

Les travailleurs et l'ensemble de la population laborieuse du 11<sup>e</sup> arrondissement refuseront d'autant plus leurs suffrages à ces candidatures que leurs partis ont conclu, sur le plan national, une alliance contre nature avec la Droite, allant jusqu'à ne pas présenter de candidat contre les représentants du grand patronat que sont MM. Paul Reynaud et Motte, voire même dans certains départements contre des indépendants qui ont manifesté publiquement leur sympathie pour l'O.A.S.

Quelle garantie auriez-vous, au second tour, si vous votiez pour l'un ou l'autre de ces candidats, qu'ils ne se désisteraient pas éventuellement au second tour pour le candidat des Indépendants ? Dès l'instant que ces partis refusent la politique de Front Socialiste qui est la nôtre, et qui suppose l'union sans exclusive de toutes les forces populaires : partis de gauche, syndicats ouvriers, d'enseignants et d'étudiants, ils sont obligés de s'acoquiner avec la Droite, c'est-à-dire, s'ils triomphent, de constituer des gouvernements d'immobilisme, incapables de procéder à la moindre réforme sérieuse, qui reviendront très vite aux errements de la IV<sup>e</sup> République dont vous ne voulez plus.

C'est pourquoi j'invite tous les hommes et toutes les femmes qui s'opposent au pouvoir personnel, et qui désirent construire une démocratie nouvelle, de soutenir ma candidature.

Je sais qu'il en existe parmi ceux qui ont voté « Oui » et qui ne l'ont fait que pour montrer leur réprobation aux revenants de la IV<sup>e</sup>, qui de Guy Mollet aux Indépendants, en passant par les Radicaux, ont mené la IV<sup>e</sup> République à la capitulation en mai 1958, sans avoir été capables de résoudre aucune des réformes de structure qui s'imposent aujourd'hui à la société française.

### COMITE DE PARRAINAGE LOCAL

René Bourny, ingénieur en construction, syndicaliste F.O.  
Paul Bouyer, employé de commerce.  
René Dequaye, responsable syndical à la Sécurité Sociale.  
Bernard Epelbeim, commandant du F.T.P.  
Filliou, professeur agrégé, Lycée Voltaire, syndiqué F.E.N.  
Gabriel Faure, ouvrier tourneur, syndiqué C.G.T., ancien officier de l'Armée républicaine espagnole.  
Gilbert Goldstein, secrétaire adjoint du Syndicat autonome des P. et T., responsable des Auberges de la Jeunesse.  
Pierre Hespel, ouvrier du bâtiment, emprisonné dix mois pour son action contre la guerre d'Algérie.  
Alfred Hoyau, ingénieur.  
Jean-Pierre Larousse, étudiant, syndiqué U.N.E.F.  
René Lévy, négociant.  
Henri May, horloger, Ligue des Droits de l'Homme.  
Raymond Sarambaud, Amicale des Anciens Elèves du Lycée Voltaire.

Vu : le candidat

# Le Parti Socialiste Unifié

## *vous demande de voter Pour :*

### Yves JOUFFA

Le P.S.U. est composé d'hommes qui se sont refusés aux jeux stériles de la IV<sup>e</sup> République, et de jeunes éléments venus des syndicats de toute tendances et d'associations populaires.

Le P.S.U. s'est trouvé au premier rang dans la lutte pour la paix avec l'Algérie par la négociation, contre le pouvoir personnel et la montée du fascisme, et ceci non seulement depuis quelques jours mais depuis sa fondation.

Le P.S.U. est le parti qui se refuse à s'intégrer à la coalition difforme dite « Union Nationale des NON », véritable mariage de la carpe et du lapin, rappelant les combinaisons du passé et nécessairement voué à l'échec.

Le P.S.U. est le parti qui a proposé au Parti Communiste et à la S.F.I.O. une candidature unique de la gauche pour le premier tour ; mais cette proposition a été refusée : le P.C. déclarant présenter un candidat dans chaque circonscription ; la S.F.I.O. préférant les alliances à droite.

Le P.S.U. est le parti qui continuera ses efforts au second tour pour réaliser une union de la Gauche, son objectif fondamental demeure la constitution d'un véritable Front Socialiste reposant sur toutes les organisations de gauches, politiques, syndicales et populaires.

Le P.S.U. est le parti qui propose à ces organisations les éléments de programme suivants :

- **Répartition équitable du revenu national** permettant, non seulement aux travailleurs de s'affranchir du recours épuisant aux heures supplémentaires pour vivre, mais amenant également une augmentation des salaires et une réduction sensible de la durée du travail
- **Construction massive de logements accessibles à des revenus modestes** par la création d'un Service National de l'Habitat
- **Assainissement des circuits de distribution** par la lutte contre les intermédiaires
- **Développement de l'enseignement public** par la restauration de la laïcité et la mise en œuvre d'un véritable plan de démocratisation
- **Planification démocratique** c'est-à-dire participation effective des travailleurs et des usagers à la gestion des affaires (pouvoirs véritables aux Comités d'Entreprises) et aux grandes options économiques nationales (contrôle du Plan, création d'une Chambre économique élue aux pouvoirs véritables)
- **Dégagement** de la France d'un bloc comme de l'autre par un neutralisme actif
- **Condamnation des expériences nucléaires** d'où qu'elles viennent et l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques
- **Développement des liens** avec les partis de gauche et les syndicats des pays de l'Europe afin de construire une Europe des peuples et non une Europe des trusts.

Vu : le candidat